

Immigration: de sérieux craquements dans la majorité

- [article](#)
- [2 Commentaires](#)
- [Partager](#)



10 Février 2011 Par
[Carine Fouteau](#)
[1](#) [2](#) [3](#)

- Lire Aussi
 - [Les sénateurs refusent de restreindre le droit au séjour des étrangers malades](#)
 - [En référence à Vichy, le Sénat rejette l'extension de la déchéance de nationalité](#)
 - [En attente de jugement, Hortefeux va défendre le projet de loi sur l'immigration au Sénat](#)

Et si l'immigration se révélait être un thème contre-productif pour la droite? Alors qu'ils doivent achever, ce jeudi 10 février, l'examen du [projet de loi Besson](#) en première lecture, les sénateurs se sont démarqués des députés, signe de désaccords profonds au sein de la majorité.

Ils ont fait obstacle à trois mesures clés de la réforme voulue par Nicolas Sarkozy et adoptée à l'Assemblée nationale en octobre 2010: en refusant d'étendre les critères de la déchéance de nationalité; de restreindre le droit au séjour des étrangers malades; et, mercredi 9 février dans la soirée, de remettre en cause le rôle du juge des libertés dans le cadre de l'enfermement des sans-papiers en instance d'expulsion.

Lors des votes cruciaux, Brice Hortefeux, le ministre de l'intérieur, supposé défendre le texte de son prédécesseur Éric Besson, a fait sien l'expression «Courage, fuyons», en laissant sa place au ministre chargé des collectivités territoriales, Philippe Richert.

Certaines mesures régressives ont été votées, comme l'instauration de nouvelles zones d'attente et le bannissement des personnes expulsées, mais le projet de loi, dans cette version provisoire, apparaît moins défavorable aux droits des étrangers que ce qui était initialement prévu. Pour obtenir ce résultat, la gauche sénatoriale a ajouté ses voix à celles de l'ensemble des centristes, rejoints, épisodiquement, par des élus UMP.

Déjà cet automne, une ligne de fracture avait traversé la droite de l'hémicycle. Des députés de la majorité, comme Étienne Pinte et Lionel Tardy, avaient ouvertement défié le gouvernement en contrant les articles les uns après les autres, devenant les alliés objectifs de l'opposition. De manière moins visible, d'autres élus UMP avaient exprimé une divergence de fond avec le gouvernement, [en votant contre le projet de loi](#), tels Pierre Méhaignerie, Nicole Ameline, François Goulard et Françoise Hostalier.

- «Vous cherchez à courir après madame Le Pen»

Sur les bancs des deux assemblées, les opposants à la réforme, de droite comme de gauche, ont eu recours aux mêmes arguments: le danger d'assimiler immigration et délinquance, le refus de stigmatiser les étrangers, le risque de créer deux catégories de Français, les inquiétudes liées à la mise en place d'un régime d'exception et, plus généralement, l'attachement aux libertés publiques.

Autant de préoccupations au centre de la mobilisation «*contre la xénophobie*» du 4 septembre 2010, organisée en réaction au discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy de juillet 2010 et de la politique de démantèlement des camps et d'expulsion des Roms qui s'ensuivit. À ce moment-là, Brice Hortefeux avait répondu par le mépris à cette initiative citoyenne: *«Bien qu'organisées par une soixantaine d'associations, collectifs, syndicats et partis politiques, les manifestations de ce jour, dites "de défense des Droits de l'homme" n'ont rassemblé au total sur l'ensemble du territoire que quelques dizaines de milliers de personnes. C'est, sans aucun doute, une déception pour leurs organisateurs.»*

Cinq mois plus tard, ce sont les sénateurs qui le désavouent. Pour protester contre la mesure sur la déchéance de nationalité, la centriste Nathalie Goulet a, en séance publique, fait référence à Vichy *«qui, a-t-elle rappelé, avait eu la triste et funeste idée de s'emparer de la dénaturalisation»*.

Solennellement, le socialiste Jean-Pierre Sueur, mercredi après-midi, a insisté sur ce qu'il considère être la visée électorale du projet de loi: *«Pourquoi ce texte? Parce que vous cherchez à courir après madame Le Pen. Je le dis à nos collègues de la droite républicaine, en revenant toujours sur les Roms, en induisant l'idée selon laquelle l'étranger est une menace, en jouant sur les peurs, vous voulez récupérer une partie de l'électorat de madame Le Pen.»* Mais, a-t-il prévenu, *«vous le verrez, cela n'aura pas l'effet escompté. Plus on se place sur son terrain, plus on la conforte»*.

- «L'immigration, un piège pour la droite?»

Et si, en plus de diviser la droite, l'immigration lui faisait perdre les élections? C'est l'hypothèse faite par le politologue **Pierre Martin**, chercheur au CNRS et à l'Institut d'études politiques de Grenoble, dans un article détaillé de la revue *Commentaire* (hiver n°132, hiver 2010-2011), intitulé *«L'immigration, un piège pour la droite?»*.

En croisant les résultats électoraux des trente dernières années avec des données du recensement relatives à la présence étrangère, l'auteur constate que, jusqu'aux élections régionales de mars 2010, le thème de l'immigration a toujours profité à la droite. Mais que, lors de ce dernier scrutin, cela n'a pas été le cas.

Au contraire, la droite a été *«nettement battue»*, alors même que la campagne a été marquée par des débats et des polémiques majeurs sur l'immigration, l'identité nationale et le voile intégral. En 2007, note-t-il, Nicolas Sarkozy est parvenu à concurrencer le FN sur son terrain: *«Cette captation d'une partie importante de l'électorat d'extrême droite lui a permis de devancer nettement le candidat socialiste au premier tour et de créer la dynamique pour rassembler l'ensemble de l'électorat de droite au second et l'emporter assez confortablement.»*

Pourquoi la recette n'a-t-elle plus fonctionné trois ans après? Faisant référence aux travaux de James Stimson, Vincent Tiberj et Cyrille Thiebaut, le chercheur indique que *«si la xénophobie est en recul sur l'ensemble de l'électorat depuis vingt ans, elle recule beaucoup plus chez ceux qui se classent à gauche que chez ceux qui se classent à droite, de telle sorte que cette attitude xénophobe distingue encore plus fortement les électors de gauche et de droite»*.

Conséquence politique: poussée notamment par les élus de la Droite populaire, l'UMP serait de plus en plus incitée à essayer de satisfaire les demandes d'un électorat xénophobe minoritaire... sans y parvenir. En 2010, observe Pierre Martin, le redressement du FN s'est opéré principalement à ses dépens, les sympathisants d'extrême droite ayant eu le sentiment que *«Nicolas Sarkozy n'avait pas "livré la marchandise"»*.

Selon l'auteur, cet électorat, qui *«rêve d'une France "blanche"»*, ne se satisfera jamais *«d'une politique d'immigration réduite au harcèlement des populations d'origine immigrée et à des expulsions symboliques»*.

Or *«les intérêts économiques dont la droite de gouvernement est proche, ainsi que la philosophie*

humaniste qui anime la majorité de ses responsables, lui interdisent de mettre en œuvre une telle politique». C'est ainsi que le thème de l'immigration pourrait se retourner contre elle et se transformer en piège électoral.

Entre les partisans d'une vision plus modérée et ceux qui estiment qu'il ne faut pas abandonner cette question au FN, les débats ont déjà commencé. L'examen au Parlement du projet de loi Besson apporte la preuve qu'ils ont même pris la forme d'un clivage, si ce n'est d'une rupture.

Lire Aussi

- o Les sénateurs refusent de restreindre le droit au séjour des étrangers malades
- o En référence à Vichy, le Sénat rejette l'extension de la déchéance de nationalité
- o En attente de jugement, Hortefeux va défendre le projet de loi sur l'immigration au Sénat

1 2 3

- France
- Hortefeux
- immigration
- piège
- politique migratoire

Offrir un article à un ami